

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: 27 (1990)

Heft: 1012

Artikel: Conjoncture : le temps des incertitudes - avant celui de la récession?

Autor: Jaggi, Yvette

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1020512>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le temps des incertitudes — avant celui de la récession ?

(y) Fin septembre/début octobre, fidèlement, l'Office fédéral de la statistique publie le bouclage des comptes nationaux pour l'année précédente, tandis que les instituts spécialisés font connaître leurs prévisions pour les saisons à venir. Chiffres (provisaires) sur un passé récent d'un côté, chiffres (estimés) sur un proche futur de l'autre: la confrontation est toujours intéressante, parfois étonnante; cette année, elle a même quelque chose de surréaliste. Commentaires.

Nous vivons dans un monde incertain dont les mouvements sont amplifiés par une répercussion médiatique instantanée, sans recul dans le temps comme dans l'espace — ni trop souvent dans l'analyse. Ces derniers mois ont vu au moins quatre événements, dont chacun, par sa survenance même ou son rythme, suffirait à rejeter toute statistique dans un passé révolu et à rendre tout pronostic complètement aléatoire. Allusion ainsi faite au processus d'intégration européenne, dont la force centripète aspire littéralement la Suisse, à une vitesse encore mal comprise chez nous; à la réunification de l'Allemagne qui a réussi en dix mois la plus fantastique opération de restructuration intérieure, affectant, rappelons-le, notre principal partenaire commercial; aux négociations sous l'égide du GATT, qui vont se solder du côté suisse par des sacrifices beaucoup plus coûteux que les précédents «rounds» mis ensemble; à la crise du Golfe enfin, dont personne ne peut encore évaluer les conséquences en termes de politique économique, commerciale, énergétique et monétaire.

Et pourtant ils prévoient!

Dans le climat décourageant suscité par tant d'incertitudes, les prévisionnistes gardent pourtant le moral, sans doute par confiance en leurs techniques de calcul, d'extra- et d'interpolation, de lissage linéaire et autres formes de modélisation. Et ils tombent d'accord pour oublier que même les plus pessimistes d'entre eux n'avaient pas prévu pour 1990 un renchérissement supérieur à 5%, et pour affirmer que le taux d'inflation va, en Suisse tout au moins, régresser déjà dans le courant de 1991 — à

titre de contribution à l'apaisement des esprits en cette année jubilaire pour la Confédération?

Il y a passablement d'autres prévisions concordantes: franc suisse renforcé, notamment vis-à-vis du dollar, exportations donc plus difficiles mais dans l'ensemble maintenues, investissements privés et publics en baisse, budget des collectivités en déficit, légère reprise du chômage. En bref, les banquiers et les universitaires sont unanimes à prévoir que la consommation privée va (re)devenir le pilier de la croissance, laquelle fléchira pour atteindre 1,5% en termes réels selon le Crédit suisse. Côté chercheurs, le CREA (Institut de macro-économie appliquée de l'Université de Lausanne) parle d'un pour-cent de mieux l'an prochain, tandis que le CROISE (Centre d'observation économique rattaché à l'Université de Genève) évoque ouvertement la perspective d'une croissance zéro.

Ce cher baril

Les différences prévues, tout comme le repli par rapport au pronostic général émis durant l'été par l'OCDE pour l'ensemble des pays industrialisés, s'expliquent par les importantes nuances dans l'appréciation des effets de la crise du Golfe. Le Crédit suisse croit à un baril promptement revenu à 25 dollars, alors que le CROISE envisage l'hypothèse du pétrole à 60 dollars — les autres prévisions se situant quelque part entre ces deux valeurs extrêmes. Rappel: les deux dernières récessions — celles de 1974-1976 comme celle de 1980-1982 — ont suivi une brusque et forte hausse des prix du pétrole et survenaient dans une période délicate pour le budget et pour toute l'économie américaine. Reste à

savoir si les mêmes causes produiront une troisième fois les mêmes effets.

Sûr en tout cas: un débat connu est réouvert. L'adaptation des salaires et traitements ainsi que le maintien du pouvoir d'achat font d'ores et déjà l'objet d'après discussions, aussi bien dans le secteur privé que public. Cette fois, les employeurs ne se contentent plus de remettre en cause l'instrument de mesure (l'indice des prix à la consommation), ils attaquent de front les rémunérations. Syndicats et fonctionnaires ont de quoi mobiliser.

Quant aux collectivités, elles présentent pour la plupart des budgets 91 qui s'annoncent difficiles, avec des impasses-record résultant de la hausse des prix et des traitements côté dépenses, et de la moindre augmentation côté recettes (suite aux réductions d'impôt consenties au temps du moins d'Etat, à la pleine compensation des effets de la progression à froid, à la baisse du rendement fiscal sur les gains immobiliers et autres opérations spéculatives figées par les arrêtés urgents d'octobre 1989).

Mesures de relance?

Face à ces perspectives pas vraiment encourageantes, les chiffres de la comptabilité nationale pour 1989 semblent sortis d'un autre âge (*lire aussi page suivante*). On a déjà oublié que, dans ce passé pourtant récent, avec un produit intérieur brut en progression nette de 3,5%, la formation de capital fixe (autrement dit les investissements) demeurait l'élément le plus dynamique de la demande intérieure, avec un taux d'augmentation presque quatre fois supérieur à la consommation des ménages. Désormais, la croissance repose tout entière sur l'entrain des consommateurs, à moins que la récession renaissante motive les partisans occasionnels du plus d'Etat à réclamer dans les mois à venir des mesures conjoncturelles anticycliques de la part des collectivités, appelées par exemple au secours de la construction et du bâtiment.

Le cas échéant, Jean-Pascal Delamuraz devrait retrouver tout le zèle mis récemment dans la lutte pour une surveillance conjoncturelle des taux hypothécaires, s'il veut égaler l'activisme de son prédécesseur Kurt Furgler, grand planificateur de la relance dès son arrivée à la tête de l'Economie publique au début de 1983. ■